



Québec, le 12 février 2021

Monsieur Éric Girard,  
Ministre des finances du Québec

**Objet : Où sont les femmes dans le plan de relance économique du gouvernement ?  
Recommandations pour une relance juste, féministe et inclusive.**

Bonjour,

Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf – Québec – Charlevoix) a pour mission de réunir les groupes de femmes et d’agir collectivement dans une perspective féministe intersectionnelle pour la défense des droits et des intérêts de toutes les femmes, l’égalité des femmes entre elles et l’amélioration des conditions de vie, en visant notamment l’élimination des inégalités qu’elles vivent aux niveaux social, économique et politique.

Nous vous écrivons afin que vous vous portiez à la défense de l’égalité dans le contexte de la préparation de la relance économique et du budget 2021-2022. Considérant les inégalités vécues durant la crise sanitaire par les femmes, et particulièrement par les femmes à la croisée des oppressions, et l’urgence de mettre en place une relance juste, féministe et inclusive, nous estimons primordial de vous faire part de recommandations pour le plan de relance économique et le budget 2021-2022. En ce sens, nous adhérons aux recommandations du Groupe des 13 dans le mémoire ci-joint auquel nous ajoutons nos préoccupations régionales. Ce mémoire, déposé au ministre des Finances, M. Éric Girard, a été rédigé par le Groupe des 13, une table de concertation réunissant des groupes et regroupements provinciaux qui œuvrent à la défense des droits de toutes les femmes résidant au Québec, souvent parmi les plus vulnérables.

*« Les femmes, en particulier les femmes à la croisée des oppressions, subissent de plein fouet les répercussions inédites de la COVID-19, et ce, plus que les hommes. Depuis le début de la crise, elles maintiennent à bout de bras le tissu social et familial au péril de leur santé physique et mentale. La plupart vivent une grande détresse, en particulier celles qui étaient déjà dans une situation précaire et marginalisée » (extrait du mémoire, p. 4).*

Les répercussions de la pandémie sur les femmes sont alarmantes : surmortalité des aînées vivant en logement collectif, surexposition au risque d’infection dans les professions à prédominance féminine, recul de l’emploi des femmes, retrait des femmes de la population active en raison de la conciliation famille-travaux, accroissement des tâches domestiques et de soutien aux proches, nombre important de femmes migrantes et immigrantes occupant des postes de première ligne, augmentation des cas de violence conjugale et sexuelle.

À l'instar du Groupe des 13, nous recommandons de :

- Combattre l'invisibilité des femmes en intégrant l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+);
- Investir dans la santé et la sécurité des femmes, mises en péril par la pandémie;
- Mettre en œuvre une relance inclusive tenant compte des enjeux spécifiques et systémiques au recul de l'emploi des femmes consécutif à la crise économique et sanitaire;
- Renforcer le filet social par le réinvestissement dans les programmes sociaux, les services publics et à la mission globale des groupes d'action communautaire autonome.

Dans la région de la Capitale-Nationale, nous avons constaté que les municipalités et les organisations gouvernementales n'appliquent pas l'ADS+ dans leurs planifications, projets, politiques, règlements. Cette omission, malgré la recommandation gouvernementale de la Stratégie en égalité depuis 2007, entraîne l'invisibilisation des réalités et besoins des femmes, d'autant plus qu'elles sont minoritaires dans les instances décisionnelles municipales et provinciales. Les élu-e-s comme les employé-e-s ne sont pas formé-e-s à l'ADS+, alors que plusieurs seraient intéressé-e-s à se saisir de cet outil rigoureux pour lutter contre les discriminations et atteindre l'égalité de fait.

En matière de santé, toujours dans la région, nous n'avions plus de plan d'action en santé des femmes jusqu'à tout récemment. Nous avons pourtant alerté les décideurs et décideuses en santé des besoins des femmes à la suite de notre recherche *Se mobiliser pour la santé des femmes dans la Capitale-Nationale* (2017) qui montre comment les enjeux de santé reposent et renforcent la pauvreté, les violences et l'exclusion. La pandémie a exacerbé les besoins en santé des femmes, les inégalités sociales de santé et a montré les lacunes du système public pour garantir un accès universel. Elle a fait ressortir les défis de collaboration entre les organismes publics en santé et services sociaux et les organismes communautaires – pourtant au cœur de la réponse à la pandémie et du soutien social en temps de confinement.

Depuis le début de la pandémie, le Regroupement a documenté les besoins sur le terrain à partir de l'expérience des groupes de femmes qui, pour la plupart, ont maintenu leurs activités tout au long du confinement. Il en ressort que les inégalités entre les femmes et les hommes, de même qu'entre les femmes, sont exacerbées depuis mars 2020. Pendant que certain-e-s élu-e-s témoignent en photos de leurs privilèges pour faire face aux nombreux défis du confinement, certaines femmes et leurs enfants n'ont pas droit aux soins de santé; d'autres n'ont pas de domiciles pour respecter le couvre-feu; d'autres ont vu leurs maigres ressources financières grandement diminuer lorsque le gouvernement a maintenu envers et contre tout les grenailles de l'aide sociale tandis que les coûts alimentaires montent en flèche; d'autres encore ont perdu leur emploi; d'autres sont épuisées de pallier aux manque de ressources des systèmes publics et du communautaire. Le Regroupement a lancé des vignettes sur les réseaux sociaux pour dénoncer ces situations.

Nous invitons le gouvernement et les député-e-s à saisir cette opportunité et à proposer une relance qui permettra de faire un pas important vers une société plus juste, plus féministe et plus inclusive.

Veillez recevoir nos salutations cordiales,

Annie-Pierre Bélanger et Anne-Valérie Lemieux Breton  
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale  
5350 Boul. Henri-Bourassa, bur. 220  
Québec (Qc), G1H 6Y8